

NE_GERICHTE CHAC.2002.78 vom 19. März 2003

NE Tribunal cantonal, 2003-03-19, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ne_gerichte_CHAC.2002.78

FR: NE_GERICHTE CHAC.2002.78 du 19 mars 2003

IT: NE_GERICHTE CHAC.2002.78 del 19 marzo 2003

Erwägungen

E. 1

a) Dans ses observations sur recours du 23 septembre 2002, le juge d'instruction met en doute la recevabilité formelle du recours du 13 septembre 2002 de H.SA, l'ordonnance entreprise ayant été notifiée à cette dernière à Marin, sous pli simple, le 26 juillet 2002 déjà. La recourante pour sa part relève qu'elle n'a jamais reçu cette ordonnance avant sa seconde notification par courrier du 30 août 2002, reçu le 3 septembre 2002, en raison de la procédure de faillite en cours de H.SA et du séquestre du courrier postal de celle-ci par l'office des faillites. Dans la mesure où il incombe à l'autorité intimée d'établir la date de la notification de ses décisions et que cette preuve ne peut être rapportée en cas d'envoi sous pli simple, on retiendra ici que la recourante n'a effectivement pu prendre connaissance de la décision attaquée que le 3 septembre 2002, la lettre d'accompagnement de cette nouvelle notification ne fournissant aucune explication quant aux raisons de cette notification répétée. Le recours est dès lors interjeté dans le délai légal au sens de l'article 236 CPP. b) Conformément à l'article 36 al.1 CPP, la partie qui entend user de son droit de récusation doit le proposer par écrit aux juges concernés aussitôt qu'elle a connaissance du cas de récusation. Pas plus que les dispositions similaires de droit civil (art.67ss plus particulièrement 72 CPC) ou de droit administratif qui y renvoient (art.11 et 12 LPJA), le code de procédure pénale ne fixe précisément de délai pour déposer une requête de récusation. En l'espèce, celle-ci intervient plus de 30 jours après la notification attaquée, qui contenait l'indication de l'autorité de recours compétente, et partant, bien après le délai de recours de 10 jours lui-même. Il semble toutefois que cette demande de récusation découle du rappel par le juge d'instruction, dans ses observations du 23 septembre 2002, d'un précédent arrêt de la Chambre d'accusation du 15 juillet 1998, rejetant un recours de H.SA contre le séquestre d'une machine visée par la plainte de I.. Partant, on peut encore considérer, au regard de la formulation de la loi, que la demande de récusation intervient dans un délai utile.

E. 2

Selon l'article 35 al.1 ch.2 et 3 CPP, les juges, les jurés et les greffiers ne peuvent exercer leurs fonctions dans une cause dans laquelle ils ont agi précédemment à un autre titre, soit comme membre d'une autorité administrative ou judiciaire, soit comme fonctionnaire judiciaire, soit comme conseil ou mandataire ou avocat d'une partie, soit comme expert ou témoin; ils ne peuvent non plus exercer leurs fonctions s'ils se trouvent avec l'une des parties en cause dans un rapport d'amitié étroite ou d'inimitié personnelle, d'obligation ou de dépendance particulière, ou s'il existe des circonstances de nature à leur donner l'apparence de partialité dans le procès. L'alinéa 2 de la même disposition précise que quiconque se trouve dans l'un des cas prévus par cet article est tenu de proposer sa récusation dans les formes et les délais prévus par l'article 36 CPP. En l'espèce, la recourante reproche au juge

Guy, mais sans que le même reproche soit retenu à l'encontre du juge Bourquin, qui se trouve pourtant dans le même cas, d'avoir participé à une des décisions antérieures de la Chambre d'accusation (confirmation d'un séquestre, dans le cadre de l'instruction de la plainte I.). Or, dans la procédure pénale ouverte contre H.SA, ce juge a toujours agi au même titre, soit celui de membre de la Chambre d'accusation et comme il le relève, avec pertinence, cette autorité a été appelée à trois reprises à statuer soit en faveur, soit en défaveur de H.SA, sans qu'une récusation ne soit demandée jusqu'ici. Ces arrêts antérieurs n'ont au surplus pas été pris par le seul juge Guy mais par la Chambre d'accusation dans son ensemble c'est-à-dire par un collège de trois juges. La recourante ne précise pas toutefois pourquoi sa demande ne vise pas l'entier de la Chambre d'accusation mais seulement l'un de ses membres, lequel au demeurant, n'a pas davantage de pouvoir ou de prérogative que ses collègues. Or une récusation ne pourrait être prononcée que s'il existe à l'égard du juge en question des soupçons de prévention tout à fait particuliers qui n'atteindraient pas ou pas avec la même intensité les autres membres de l'autorité (en ce sens arrêt non publié du Tribunal administratif du 3 mars 1999 dans la cause G. et P., cons.3). On ne voit pas en l'espèce ce qui pourrait objectivement fonder de tels soupçons de prévention. De manière générale d'ailleurs, le juge qui connaît le litige à plusieurs stades n'en perd pas nécessairement son indépendance (ATF 114 Ia 59 cons.3d, 114 Ia 279 cons.1, 104 Ia 273 cons.3).

E. 3

A l'égard du juge Bourquin, la recourante fait valoir que ce dernier est déjà intervenu à son encontre comme membre de la Cour civile ayant confirmé, le 10 juillet 2002, le prononcé de la faillite de H.SA. On peut d'ores et déjà relever ici que si le juge Bourquin est bien intervenu à l'encontre de H.SA à un autre titre, il ne s'agissait pas au sens de l'article 35 CPP de la même cause, puisqu'elle concernait la faillite de la société, soit une cause de nature civile. Dès lors, aucune cause absolue de récusation n'est réalisée à l'encontre du juge Claude Bourquin (RJN 6 I 504 et RJN 1992, p.116). Selon la jurisprudence, la récusation peut être sollicitée également s'il existe des motifs de nature à donner au juge l'apparence de prévention dans le procès. Il suffit ainsi que des circonstances soient établies et qu'elles puissent éveiller en l'une des parties l'impression de partialité. Cependant, ce n'est pas le sentiment subjectif d'une des parties qui est déterminant; sa méfiance doit au contraire apparaître comme reposant objectivement sur un comportement précis, propre à faire naître le soupçon de partialité (ATF 126 I 68, 168; 125 I 119; 124 I 121 et les références). Ainsi, un juge ne peut pas être récusé pour le simple motif que, dans une procédure antérieure, il a eu à trancher en défaveur de la personne qui propose sa récusation (ATF 114 Ia 278; 105 Ib 301). Par ailleurs, il est de jurisprudence que les mesures de procédure, justes ou fausses, ne sont pas, comme telles, de nature à fonder un soupçon objectif de prévention de la part du juge qui les a prises (ATF 111 Ia 259). De même, des erreurs d'appréciation voire une fausse application du droit de fond ne suffisent pas non plus à fonder objectivement un soupçon de prévention. Seules des erreurs particulièrement grossières ou répétées, qui doivent être considérées comme des violations graves des devoirs du juge, peuvent avoir cette conséquence. En effet, un juge doit nécessairement trancher des questions controversées et délicates ou des questions qui dépendent largement de son appréciation. Même si elles se révèlent viciées, des mesures inhérentes à l'exercice normal de sa charge ne permettent pas de le suspecter de partialité. En outre, c'est aux juridictions de recours normalement compétentes qu'il appartient de constater et de redresser les erreurs éventuellement commises; le juge de la récusation ne saurait donc examiner la conduite du

procès à la façon d'une instance d'appel (ATF 116 Ia 138 cons.3a, 116 Ia 20 cons.5b, 115 Ia 404 cons.3b). Ainsi, des actes de procédure entachés de vice, voire arbitraires, accomplis par le juge ne peuvent en principe pas donner motif à récusation mais ils peuvent simplement être réparés par la voie du recours ordinaire, sous réserve des cas où ces actes dénoteraient une prévention indéniable (Egli , La garantie du juge indépendant et impartial dans la jurisprudence récente, RJN 1990, p.23). En l'espèce on ne voit pas non plus ce qui dans l'activité du juge Bourquin, comme membre de la Cour civile ayant confirmé le prononcé de faillite de H.SA, serait susceptible de constituer des indices de prévention pouvant justifier une récusation, ce d'autant qu'une nouvelle fois, le jugement a été rendu par une juridiction collégiale et qu'au surplus, ce jugement a été confirmé par le Tribunal fédéral.

E. 4

On relèvera en dernier lieu que la faillite de H.SA ayant été prononcée le 10 juin 2002 et confirmée jusque et y compris par le Tribunal fédéral, il est douteux que l'administrateur de cette société soit encore habilité à agir en son nom (voir sur ce point arrêt non publié de la Chambre d'accusation du 22 février 2002 dans la cause B. contre juge d'instruction économique, cons.2). On peut de même se demander si la procédure pénale ne devrait pas être suspendue au sens de l'article 207 LP dans la mesure où elle ne porte plus que sur des dépens, soit des prétentions financières de H.SA (en ce sens Gilliéron , Poursuite pour dettes et faillites, 2ème éd., p.292 ss; contra : Fritzsche , Schuldbetreibung und Konkurs nach schweizerischem Recht, Band II, p.135). La liquidation de la faillite ayant été suspendue par ordonnance du président du Tribunal de Neuchâtel rendue le 27 février 2003 (FO no 20 du 12 mars 2003), ces questions, dont la solution n'est au demeurant pas essentielle à l'examen de la récusation de deux juges de la Chambre d'accusation peuvent rester ouvertes ici et devront être tranchées avec les questions de fond par la Chambre d'accusation dans sa composition ordinaire. La récusation de deux juges ordinaires de la Chambre d'accusation étant refusée, il n'y a pas lieu non plus d'examiner ici si d'autres juges du Tribunal cantonal devaient être récusés comme le demande la recourante.

E. 5

Succombant dans ses conclusions, la recourante devra supporter les frais de la présente décision sur requête de récusation.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.